L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

ABONNEMENT GOUVERNEMENT.....$12
Do. TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 | *payable d'avance*

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 2 FEVRIER 1841.

POUR GOUVERNEUR:

HENRY JOHNSON.

Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

DES MAISONS DE JEU.

C'est avec regret que nous voyons les efforts des partisans des maisons de jeu pour obtenir de la Législature l'abrogation de la loi qui prohibe ces établissemens: nous avions espéré, nous l'avouerons, qu'on s'abstiendrait d'agiter désormais une question irrévocablement décidé par la saine morale comme par l'opinion publique.

Tout ce qu'on peut dire a été dit sur le jeu et sur les joueurs; le jeu, cette passion terrible qui, une fois entrée dans le cœur de l'homme, y domine sans contrôle tant que dure l'existence; le jeu, ce mal que rien ne guérit, cette plaie que rien ne cicatrise, ce cancer qui ronge tant qu'il reste de la substance; les joueurs, qui foulent également aux pieds les devoirs d'homme, de citoyen, de fils, d'époux et de père; les joueurs qui sacrifient tout à leur unique mobile!

Aussi ne chercherons-nous pas à faire ressortir le danger des maisons de jeu qu'on veut relever: d'autant que les partisans de ces établissements sont les premiers à en reconnaître l'immoralité. Seulement nous nous attacherons à combattre les argumens plus ou moins spécieux à l'aide desquels ils cherchent à établir qu'il convient de relever les maisons de jeu malgré leur immoralité reconnue.

"Il est vrai, disent les avocats des maisons de jeu, que ces établissemens sont immoraux; mais la civilisation en a fait une dépendance nécessaire. On joue indifféremment autant qu'autrefois lorsqu'il y avait des maisons de jeu reconnues, plus peut-être; la seule différence c'est que maintenant les maisons de jeu s'établissent sous des coups-de-gorge où l'on est volé immédiatement, tandis qu'autrefois on n'avait contre soi que les chances du jeu puisque tout se passait sous les yeux de la police. D'ailleurs les maisons de jeu payaient autrefois une forte somme à l'Etat et contribuaient d'autant à augmenter ses ressources. Ainsi on joue autant pour ne pas dire plus qu'auparavant, avec moins de garanties et sans qu'il en revienne rien à l'Etat: en un mot le mal existe maintenant sans compensation aucune."

Telles sont les raisons que font valoir les partisans des maisons de jeu, raisons que nous repoussons sans chercher le moins du monde à les affaiblir.

Nous nions, d'abord que le jeu soit une conséquence forcée ou si l'on veut une nécessité de la civilisation: surtout si par civilisation on veut exprimer l'idée de progrès humanitaire (la seule pour le dire en passant qui soit rationnelle); car le jeu, relique impure des temps de barbarie, est loin de tendre au progrès.

Même en donnant au terme de civilisation la signification la moins libérale, celle de corruption, on ne pourrait pas dire que le jeu soit nécessaire. Le plus profond penseur du dix-huitième siècle disait que les romains et les théâtres, dont l'influence était funeste chez les peuples simples où brilla en encore les vertus primitives, étaient utiles chez les peuples corrompus, parce qu'ils fournissent une occupation moins nuisible que beaucoup d'autres auxquelles pouvait se livrer une population oisive. Mais on ne saurait en dire autant du jeu; car cette passion aveugle peut mener à tous les maux, à tous les excès, à tous les désordres, à tous les crimes.

Dans une population oisive, il vaut mieux en effet lire des romans même grivois et assister à la représentation de pièces même peu édifiantes que d'attaquer la réputation ou la fortune du voisin: de deux maux c'est le moindre; mais on n'en saurait dire autant du jeu qui est de tous les maux le pire, de tous les maux celui dont les conséquences sont le plus funeste.

Mais dans la société où nous vivons, société où il n'y a ni barons, ni manans et où chacun a, sauf quelques rares exceptions, besoin de travailler pour vivre, convient-il de favoriser un vice dont le moindre inconvénient est de faire perdre un temps précieux pour l'individu et pour la famille? Convient-il de favoriser des établissemens dont l'effet inévitable est de faire oublier à ceux qui les fréquentent le sentiment de leurs devoirs?

Nous contient-il, à nous républicains, tous plus ou moins fils de nos mères, nous sur qui repose le devoir de maintenir convenablement nos familles et surtout non moins important de surveiller activement l'administration des affaires publiques, nous convient-il d'aider ainsi de gaspiller notre courte existence, en consacrant des instans, que réclament des devoirs impérieux et sacrés, à une occupation qui peut qui, dit-on, même d'un instant à l'autre, sans parler de la perte du temps, nous prédisière nous et les nôtres dans la plus affreuse misère, et peut-être dans le crime? Evidemment non: jusques dans nos célibatemens, nous devons chercher ce qui peut contribuer à nous élever dans l'échelle des êtres pensans: notre indépendance de position libre est à ce prix.

Puis; comment peut-on savoir s'il est vrai qu'on joue à présent autant qu'autrefois? quelles sont les données qu'on a là dessus? Nous pensons nous, que même de personnes fréquentant à présent les maisons de jeu qu'à l'époque où elles étaient autorisées; parce qu'à présent il n'y a que le joueur de profession qui les fréquente, tandis qu'autrefois tout le monde y allait comme on va à un lieu de réunion par désœuvrement, par passe-temps.

Aujourd'hui on trouvait sur son chemin la maison de jeu, maintenant il faut la chercher; on y allait, comme on va à la bourse ou au théâtre, pour voir ses connaissances et, une fois là, on s'inoculait, sans y songer, la funeste passion du jeu, maintenant on n'y va que pour jouer; et cela en se cachant de tous les regards sachant qu'on fait une mauvaise action, se cachant qu'on viole la loi du pays.

Ainsi on reconnaîtra en y réfléchissant qu'il n'y a maintenant que les joueurs endurcis qui fréquentent les maisons de jeu clandestines et que parconséquent, le mal est aussi peu important qu'il puisse l'être dans l'état actuel des choses; car on sait qu'il est impossible d'empêcher le joueur endurci de jouer.

"Celui qui a le bois", dit-on, "a plus forte raison peut-on dire: " Celui qui a joué jouera ", car le jeu est un mal incurable. En prohibant les maisons de jeu on n'a donc pas eu en vue d'empêcher de jouer les joueurs proprement dits, mais seulement de les obliger à jouer en cachette et pour ainsi dire *entre eux*, afin de préserver de la contagion du vice la jeune génération et tous ceux qui n'étaient pas encore infectés de même vice.

Or, jusque là le but de la loi est atteint. S'il y a des maisons de jeu, elles se cachent dans l'ombre et ne sont guères connues que des adeptes. Il en résulte nécessairement que tout ce qui n'est pas joueur ne s'en occupe pas et qu'après un certain laps de temps, pouvre que la loi prohibitive soit maintenue, il n'y aura guère plus de joueurs.

Si, au contraire, on consentait la faute de pouvoir ces maisons, il se formerait *insensiblement* une jeune génération de joueurs et tous les sacrifices faits pendant les cinq dernières années seraient perdus à jamais, parce qu'il faudrait plus tard recommencer sur nouveaux frais.

Quant à l'objection "que les maisons de jeu actuelles ne présentent aucune sécurité aux joueurs à cause de l'absence de la police," il n'est pas besoin de s'arrêter à la refuter; car on ne voit pas que la société doive de protection à ceux qui sont pris en flagrant délit de violation de ses lois.

Quelques personnes se préoccupent de cet argument "que les maisons de jeu donnaient annuellement une subvention considérable à l'Etat." Mais ne voient elles pas que quelques piastres doivent avoir peu de poids dans la balance où se pèse une question de moralité publique et que le devoir d'un gouvernement libre est de reposser l'or provenant d'une source impure et corruptrice? Car enfin, d'où vient la somme payée à l'Etat par les maisons de jeu? Ne vient elle pas de la poche des victimes du jeu? N'est-elle pas le prix de la ruine d'un grand nombre de familles? et l'on ose parler de l'avantage qu'il y a pour l'Etat de partager le fruit d'une odieuse spoliation!

Mais à propos de cette subvention nous croyons devoir faire remarquer une contradiction qui existe dans les raisons mises en avant par les partisans des maisons de jeu. Ainsi ils disent d'un côté "qu'on joue autant qu'auparavant parce qu'il y a un grand nombre de maisons de jeu clandestines" et de l'autre "que l'Etat n'en retire rien."

Or, y a beaucoup de maisons de jeu pourquoi ne les poursuit-on pas, ce qui donnerait lieu à d'abondantes recettes aux termes des dispositions de la loi qui prohibe leur existence et qui frappe d'une forte amende les délinquants? Si, au contraire [grâce à la vigilance de la police et aux poursuites dirigées contre les délinquants,] le nombre des maisons de jeu clandestines se trouve réduit de manière à ne plus donner lieu aux poursuites et aux amendes, comment peut-on avancer qu'on joue autant qu'autrefois?

Disons qu'il y a beaucoup de maisons de jeu clandestines qu'on joue beaucoup dans que l'Etat en retire absolument *qu'on ne dirige aucune poursuite contre établissemens illégaux*! En ce cas, ce serait la faute de la police elle-même.

Veut-elle, par hasard, se prévaloir de l'argument de fait qui est puisé de ce que personne ne se plaint pour attaquer la loi elle-même? Vraiment, à quoi ce qui passe, en serait-il tenté de le croire.

Ainsi, il n'est pas vrai que les maisons de jeu soient un nécessité sociale; il n'est pas vrai qu'on joue maintenant autant qu'autrefois, qu'on ne joue pas davantage de jeu clandestinement, car alors on aurait toujours que par les joueurs de profession. Si dans les maisons de jeu clandestines on ne trouve pas toutes les garanties désirables, tant pis pour ceux qui les fréquentent; on n'y rendant ils doivent savoir à quoi ils s'exposent.

Quant à la question pécuniaire, l'Etat ne saurait mettre en parallèle une misérable somme d'argent et l'avenir de ses enfans et de ses institutions.

Nous pensons donc que la Législature s'empressera de repousser toutes propositions ayant pour but d'abroger la loi qui prohibe les maisons de jeu.

NOMINATIONS faites par le Gouverneur avec l'avis et le consentement du Sénat:

J. B. Blache, encanteur pour la ville de la Nlle-Orléans.

J. A. Beard,	do	do
M. Barnett Snr,	do	do
H. J. Dorrington,	do	do
F. Dutilly,	do	do
S. Guinault,	do	do
G. de Feriet,	do	do
L. A. Garidel,	do	do
J. H. Hewlett,	do	do
Peter Conus,	do	do
Jos Le Carpentier,	do	do
Jacob Levy,	do	do
P. E. Tricou,	do	do
R. B. Sykes,	do	do

A. Ledoux, Dir, cteur de la Banque Consolidée.
Felix Garcie, } Directeurs de la Compagnie
Francois Gardère, } de Desséchement.

M. Ellis, membre de la Chambre des Représentans pour St. Tammany, est maintenant suffisamment rétabli pour prendre part aux travaux de la Chambre.

La malle ne nous est parvenue hier que depuis Colombus.

Nous lisons dans les journaux de Natchez, qu'il existe de faux checks de la Banque de Natchez sur la Banque des Négocians de notre ville.

On lit dans la *Gazette de Baton Rouge* du 30 janvier:

"Samedi dernier nous avons eu, malgré les mauvais tems continuels, une assemblée des plus nombreuses des Whigs de la paroisse. Le général Jos. Bernard, notre candidat whig, a été recommandé par un talent, une intégrité, et surtout son patriotisme par, pouvre que la loi prohibitive soit maintenue, il n'y aura guère plus de joueurs.

Si, au contraire, on consentait la faute de pouvoir ces maisons, il se formerait *insensiblement* une jeune génération de joueurs et tous les sacrifices faits pendant les cinq dernières années seraient perdus à jamais, parce qu'il faudrait plus tard recommencer sur nouveaux frais.

Quant à l'objection "que les maisons de jeu actuelles ne présentent aucune sécurité aux joueurs à cause de l'absence de la police," il n'est pas besoin de s'arrêter à la refuter; car on ne voit pas que la société doive de protection à ceux qui sont pris en flagrant délit de violation de ses lois.

Quelques personnes se préoccupent de cet argument "que les maisons de jeu donnaient annuellement une subvention considérable à l'Etat." Mais ne voient elles pas que quelques piastres doivent avoir peu de poids dans la balance où se pèse une question de moralité publique et que le devoir d'un gouvernement libre est de reposser l'or provenant d'une source impure et corruptrice? Car enfin, d'où vient la somme payée à l'Etat par les maisons de jeu? Ne vient elle pas de la poche des victimes du jeu? N'est-elle pas le prix de la ruine d'un grand nombre de familles? et l'on ose parler de l'avantage qu'il y a pour l'Etat de partager le fruit d'une odieuse spoliation!

Mais à propos de cette subvention nous croyons devoir faire remarquer une contradiction qui existe dans les raisons mises en avant par les partisans des maisons de jeu. Ainsi ils disent d'un côté "qu'on joue autant qu'auparavant parce qu'il y a un grand nombre de maisons de jeu clandestines" et de l'autre "que l'Etat n'en retire rien."

Or, y a beaucoup de maisons de jeu pourquoi ne les poursuit-on pas, ce qui donnerait lieu à d'abondantes recettes aux termes des dispositions de la loi qui prohibe leur existence et qui frappe d'une forte amende les délinquants? Si, au contraire [grâce à la vigilance de la police et aux poursuites dirigées contre les délinquants,] le nombre des maisons de jeu clandestines se trouve réduit de manière à ne plus donner lieu aux poursuites et aux amendes, comment peut-on avancer qu'on joue autant qu'autrefois?

Disons qu'il y a beaucoup de maisons de jeu clandestines qu'on joue beaucoup dans que l'Etat en retire absolument *qu'on ne dirige aucune poursuite contre établissemens illégaux*! En ce cas, ce serait la faute de la police elle-même.

TAMPICO.—La goélette *Dorie*, partie de Tampico le 26 janvier, a touché à la Balize lundi dernier, et après avoir transbordé sur le remorqueur Swan, les espèces qu'elle avait à bord pour cette ville, ainsi que les passagers, elle a fait voile pour la Havane.

Nous apprenons que tout était tranquille à Tampico, et qu'on y attendait, le 30 janvier, la conducta avec environ $150,000 pour la Nouvelle-Orléans.

Voici les noms des personnes qui ont reçu des espèces par la Dorie:

J. Robert & Co,	$ 4,300
J. P. Ducongé,	500
Schmit & Co,	9,673
J. M. Caballero,	7,350
J. W. Zachair & Co,	649
B. C. Sanchez,	1,000
F. Vicle,	910
F. de Lizardi & Co,	4,000
M. Blanco,	9,999
J. Robert & Co,	600
H. Cramer,	2,030
H. Daron,	3,361
	$ 36,673

Les passagers sont: MM. W. Compton, C. Dupas, N. et C. Delaude, T. Debardette, E. Turpin, Bonfois, Vales et Mme. Dolin.

SOCIETE DES AMIS DES ARTS.

Concert au profit des orphelins de Lafayette.

La population de notre ville a noblement ré, ondu à l'appel de la Société des Amis des Arts: plus de quinze cents personnes se pressaient avant hier dans la Salle St. Louis, et sur ce nombre on comptait pour le moins six cents dames; aussi rien ne peut donner une idée du merveilleux aspect présenté par cette magnifique assemblée. Le plaisir qu'on éprouvait à la contempler était encore doublé par la pensée que l'humanité avait fait accourir au centre de la ville ceux même des habitants qui résident aux extrémités les plus éloignées. Il y aura toujours parpi nous de l'écho pour ce mot là, et un succès infaillible est réservé à toutes les généreuses inspirations!

Le concert a été digne de l'assistance: les ouvertures de la Muette et du Cheval de Bronze ont été exécutées avec verve, ainsi que les morceaux d'harmonie empruntés à Guillaume Tell. Un solo de cornet à piston et un autre de flûte ont fait apprécier les qualités qui distinguent le talent de deux jeunes créoles. M. Dutilloy, qui est rentré au rang des amateurs depuis qu'il n'appartient plus au Théâtre, a chanté avec goût un morceau de la *Juive* et deux romances qui ont fait grand plaisir. MM. Nourrit et Bernardet se sont fait entendre; et cette épreuve tentée hors du Théâtre leur a été des plus favorables. Le morceau capital de la séance ou du moins celui qui a reçu les plus vifs applaudissemens, c'est le grand Trio de Brod, pour haut-bois, basson et piano exécuté par MM. Fourmestreaux, Sy et Norrbe. Les trois artistes ont su y mettre l'ensemble le plus parfait, et chacun d'eux a rendu sa partie avec un soin achevé M. Norrbe a été ce qu'il est toujours: un musicien sûr de lui même, jouant avec élégance et sachant faire valoir ceux qu'il seconde: M. Sy qui eut mérité des applaudissemens pour la manière dont il a organisé et conduit cette belle fête musicale, a bien su les enlever par la sûreté de son exécution; et fin M. Fourmestreaux qui est encore pour nous une nouvelle connaissance, a révélé sur le haut-bois un talent des plus gracieux. Le son que M. Fourmestreaux tire de son instrument est faible, mais charmant; et rarement nous avons entendu phraser avec plus de fini, plus d'aisance et plus de véritable sentiment musical. L'accueil qu'il a reçu sera pour ce jeune artiste un encouragement à se faire entendre encore: il a une place à conquérir parmi ceux qui l'ont précédé en Louisiane. Un concert comme celui-ci ne pouvait mieux se clore que par les marches et les chants patriotiques qui produisent toujours une émotion profonde dans tous les cœurs. La soirée a donnée par la Société des Amis des Arts laissera bien des souvenirs.

☞ Pour les séances officielles de la Législature, voir la 4me. page.

RAPPORT.

SENAT DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Séance du 2 février 1841.

PRESIDENCE DE M. GARCIA

M. Wiggington donne avis au Sénat qu'il présentera demain ou prochainement un bill pour abroger l'acte pour incorporer la Compagnie de banque et du gaz de la Nouvelle-Orléans.

M. Hos, conformément à l'avis qu'il en a donné précédemment, présente un bill pour amender l'acte relatif aux exécuteurs, administrateurs et autres à acheter en certains cas. Sur motion du *senateur d'Orléans*, ce bill subit la seconde lecture et le Senat le *refère* au comité judiciaire.

M. Croc, après avoir obtenu la dispense des règlemens, présente une resolution relative à l'examen de la situation du Collége Franklin, dans la paroisse St. Landry. Sur la motion du sénateur des Attakapas, cette résolution subit les trois lectures et est adoptée par le Sénat.

M. Crow fait observer au Sénat qu'en présentant la résolution qui précède il n'a point en vue de se faire nommer membre du comité examen qu'on pourrait le supposer d'après les usages du Sénat. Il décline au contraire cette nomination, et prie le président de vouloir bien designer tout autre membre que lui plus apte à remplir convenablement la mission d'examiner la situation de collége.

M. Sparrow présente la pétition de certains habitans, et donne avis qu'il présentera prochainement un bill pour l'érection de diverses paroisses.

M Armant invite le Senat à prendre en considération le bill autorisant les notaires publics à nommer un ou plusieurs députés chargés de présenter les notes, traites et billets, &c.

M. Morse présente un bill pour la création d'une cour d'appel dans les cas de contestations d'élection et du renvoya au comité judiciaire et sera imprimé.—M. Pichot bill pour venir à l'aide de T. O. Hunt.

Sur motion de M. Dorrington, la Chambre s'occupe de divers messages du Sénat: le Acte pour venir à l'aide de l'académie de Montpelier; la Chambre après dispense des règles, refend cet acte au comité de la Nlle-Orléans le 2e. Message annonçant que le Senat maintient son amendement au bill pour la création des maisons de travail et demande la formation d'un comité de conférence: cette demande est accordée et la délégation d'Orléans représentera la Chambre dans le comité. 3e. Acte qui enjoint au bureau des travaux public de faire faire des réparations aux obstructions de la rivière Bonfouca; 1ère. lecture.

Après dispense des règles, M. Carter demande que la Chambre s'occupe du bill qui pourvoit à la nomination de suites légales dans le 3e. et 10e. district judiciaire. Ce bill subit au troisième lecture et passe.

M. Dorrington présente la pétition des habitans de la Nlle-Orléans, 1e. Une pétition des fondateurs de l'académie de Baton-Rouge, 2e. Une communication du Secrétaire d'Etat, dont le dépot et l'impression sont ordonnés.

Après dispense des règles, M. Cottman présente une résolution qui engage nos sénateurs et nos représentans à employer leur influence pour faire passer une loi accordant une prime d'exportation au sucre raffiné et un drawback. M. Phillippe présente un bill pour l'abolition de la peine de mort, applicable seulement aux personnes blanches.

M. Cottman présente un bill pour l'abolition de la prison pour dettes. Ce bill subit la seconde lecture et est référé au comité judiciaire.—Le bill qui accorde à la paroisse de Livingston certains droits judiciaires sur une partie de la paroisse St. Tammany subit une seconde et un 3e même lecture, puis est définitivement adopté.

Le bill de M. Claiborne pour empêcher l'introduction dans la Louisiane, des esclaves, pour et personnes libres de couleur est mis à l'ordre spécial du jour pour demain.

Sur motion de M. Conrad, la Chambre s'occupe 1o. d'un bill relatif à la police de la Nlle-Orléans; ce bill subit encore et en 3e. et la 3e. fois, puis adopte.—2o. Acte pour l'incorporation de la compagnie des pompiers de Washington dans la ville de Baton-Rouge; ce bill est adopté avec un léger amendement.

La Chambre reprend ensuite la résolution relative au pont suspendu de Baton-Rouge, laquelle a été amendée par M. Smith. Au moment où M. Conrad, après avoir fait quelques observations, l'Orateur déclare que la Chambre n'est pas en nombre; l'appel nominal est demandé, et il constate la présence d'un nombre suffisant de membres pour former un quorum. Sur motion, la résolution est alors déposée sur le bureau sujette à l'appel de la Chambre, puis l'ajournement est prononcé.

Comité Général pour la Célébration de l'arrivée des Cendres de NAPOLEON *à Paris.*

Conformément aux résolutions prises dans l'assemblée générale qui s'est tenue à l'Hotel St. Louis, le 25 Janvier 1841, le comité général nomme par le Président et les Vice-Présidens de la dite assemblée, a tenu une séance supplémentaire, d'hui 31 du dit mois, à midi, dans une des salles de l'Hotel St. Louis.

Sur motion, le colonel Cuvellier un des Vice-Présidens de l'assemblée générale, est appelé au fauteuil pour remplacer l'honorable Chs Maurian qui n'a pu se rendre au comité, et L. Eyma est appelé d'remplir les fonctions de Secrétaire.

Le Secrétaire donne lecture au comité de la liste des membres qui ont été désignés pour composer notre comité général et dont les noms suivent:—Dufour, L. Féraud, Vor. Roumage, Bercier, Chs. Massieu, Dr. Peut, Jos. Pourrat, L. Bringier, D. Prieur, Chs. Bonne, L. Choppart, L. Chabert, Vallat, Jules Bienvenu, E. Bonnecaze, Vinyard, Sommereau, Sheridan, J. B. Vignie, P. Vidal, J. M. Dubuclet, Cte. Lafon, Dr. Dufour, Dr. Bourgeat, J. F. Canonge, J. A. Bourgerol, A. Desmarets, J. Gosselly, G. Mahe, Dr. Bohler, le colonel Peire, B. Marigny, Bid. Peters, Jules, Chs. Bienvenu, Dr. Bienvenu, Dr. Gautier, Dupral, F. Jordy, O. A. Guillotte, Chs. Dufour, Jn. H. Caldwell, Guillet, Le Gally, Fourchy.

Les personnes dont les noms précèdent ont répondu à leur appel.

Sur motion, le comité adopte les résolutions suivantes:

Resolu, Que le comité général nomme par l'assemblée générale, les arrangemens et les invitations. La première des personnes de 25 membres et les deux autres de 40 membres chacune.

Resolu, Que le Président nomme les membres des dites sections.

Le Président en son ormite de cette résolution, nomme à la section des finances:

MM. Dufour,	MM. Féraud,
Lauthier,	Arata,
Bercier,	P. A. Guillotte,
H. Andry,	A. Tassin,
Guirard,	L. Chejard,
Dr. Beugnot,	L. Chejard,
L. Chabert,	Vallat,
Jules Barthe,	E. Sommereau,
Capitaine Sheridan,	A. Desmarets,
G. Mahe,	Colonel Peire,
W. Marigny,	B. Marigny,
F. Jordy,	J. H. Caldwell.
Fourchy.	

A la section d'Arrangemens:

MM. J. B. Bolsieux,	MM. L. Borel,
J. A. Bourgerol,	F. Corregulles,
Viavant,	L. Gally,
P. Vidal,	P. Gosselly,
J. M. Ducros.	Vor. Roumage.

A la section des Invitations:

MM. J. F. Canonge,	MM. Guillot,
E. A. Canon,	J. B. Vignie,
D. Marigny,	D. Prieur,
Ch. Genois,	B. Marigny,
S. J. Peters.	Du. Babuet,
	Dr. Bienvenu.

Sur motion, les trois sections susnommées sont adoptées.

Resolu, que chaque section du comité sera présidée par un des Vice Présidents de l'assemblée générale.

Resolu, que la section des finances sera présidée par M. E. Herbault, celle des arrangemens par M. le colonel Cuvellier, et celle des invitations par M. Caillon.—Que chacune des sections ainsi organisée soit autorisée dans son sein, et que les présidens de chacune des sections communiqueront les résolutions de leurs sections respectives au président du comité général, qui pourra les convoquer toutes les fois qu'il le jugera convenable.

Resolu, Que dans le cas où le président du comité général serait empêché, le comité sera présidé par le président de la section d'Arrangemens.

Sur motion, les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité:

Resolu, Que 10 membres honoraires seront choisis par l'assemblée pour faire partie des sections d'arrangement et de finance.

Resolu, Que MM.

Le major général De Buys,	W. Freret,
Félix Garcie,	A. Hoa,
	W. C. C. Claiborne.

Seront priés par la section des invitations, au nom du comité général, de faire partie de ladite section.

Resolu, Que MM.

Davis,	J. B. Blache,
J. Commuay,	Dufour,
Capitaine Wilkinson,	Gally,

Seront priés par le président de la section des arrangemens, au nom du comité général, de faire partie de la dite section.

Resolu, Que MM.

J. Bardwell,	L. Middendon,
M. Caruthers,	J. C. Chaisson,
J. H. Caldwell,	A. Grafon,
J. Woodward,	E. Yarker,
Geo Urquhart,	B. Levy,

Et à la section du bureau de travaux de court, Thos. C. Maghlin, a été eu Président à l'unanimité.

J. W. HOUSTON,
La daire.

BANQUE DE CARROLLTON.

A VIS—A une élection tenue aujourd'hui ce mois pour la quelle la compagnie Chasse d'Orléans de 1814 et 1815 ont reçu avec reconnaissance, et remercie de leur offre ses services au comité général pour le jour de la cérémonie aux Invalides.

Paris, ce 31 Janvier 1841.

Le Président,
Le Baron CHARLES DUPIN.

Le Secrétaire,
Le Baron DE BARANTE.

Pour copie conforme,
L. EYMA.

Conformément aux résolutions adoptées par le comité des finances, MM. les membres de ce comité, dont les noms sont indiqués ci-dessus, sont porteurs des listes de souscription, et les personnes qui désireront coopérer au succès de cette fête, sont priées de s'adresser à eux.

2 fev

☞ Nous mentionnons une vente de propriétés qui doit avoir lieu aujourd'hui par le ministère de MM Hewlett & Cohen et J. A. Beard, encanteurs. Ces propriétés sont situées dans les meilleures positions de la ville, et elles offrent les avantages les plus rares. Cette vente sera faite sans réserve et les conditions d'achat très avantageuses; elle aura lieu à l'Arcade Banks, à midi.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Barque Tippecanoe, Gray, Baltimore, Bedford & Beck
Barque Mexico, McPherson, Liverpool, Holmes & Hill
Brick Huntress, Davidson, Philadelphia, J D Denegre
Goel. Brash, Burrows, Tampa Bay, Mnj. J. Clar
Adams, Patten, Arrogan, C. F. Hamlto
Ariel, Kirkpatrick, Kingston, Jam.
J W Zacharie & co
Farmers Return, Brown, Mobile, D Goldsmith
Capit

ARRIVES.

Bateau de remorque Tiger, Cowell, de Détour.
Bateau de remorque Phenix, Aunable, venant de la Passe Sud Ouest.
Bateau de remorque Swan, Limbert, venant de la Passe Sud Ouest.
Navire Chaos, Pratt, en 30 jours de Boston, au capit.
Navire St. Lawrence, Brown, de Liverpool.
Navire Pennsylvanie, Fanhum, de Liverpool.
Navire Gardiner, Jackson, de Boston.
Navire Octavius, Smith, de la Mobile.
Barque Hall, Dunbar, de Boston.
Barque B. M. A. Harris, de Philadelphie.
Brick Frances Ashby, Randall, d'Aux schicals.
Brick Pallas, Blanchard, de Kingston, Jam.
Goel. Invincible, Thomas, de Chagres, 17 dec.
Steamer Canton, Stratton, du Ferry Baldwin.
" Dolphin, Burt, de Pittsburg.
" Amazon, Mcclain, de Cincinnati.
" Chester, Cable, de St. Louis.
" Gauges, Armstrong, de Tchula.
" Panola, Cockerell, de Tchula.

EN RIVIERE.

Navire Isabella.
Barque Ten Brothers, de Boston, et 2 autres navires mentant.

POUDRE A TIRER—Les personne qui desireraient avoir de la Poudre de la Poudrière, pourraient en avoir immédiatement, en s'adressant à l'encaigneur des rues Conti et Levée, chez

M. BERNADAS.

TRAITES sur le Havre à vendre par
1er J CUCULLE, LAFEVRE & Co

200 Doubloons espagnols à vendre par
1er fev CUCULLE, LAFEVRE & Co

COMMERCIAL.

Nouvelle-Orléans, 2 février 1841.

REVUE DU MARCHE.

COTON—Arrivé depuis le 29 de mois dernier, balles et Mississipi 2114 balles, Tempesse et North Alabama 2,000 balles, Arkansas 600, Mobile 16, Floride 10, ensemble 4,740 balles, quant à vaisseaux depuis le 1er. février il a été exporté 2,000 balles, ce qui ne laisse en reste que 2,740 balles, dont il y a parmi environ 1,000 balles qui ne sont pas encore pesées. Le marché a été très actif depuis le 1er. février et les prix ont haussé de 1/4 à 1/2 cent. Nous cotons comme suit:

Ordinaire et bas,	8 1/2 à 9
Bon ordinaire,	9 1/4 à 9 3/4
Bon ordinaire et petit courant,	9 3/4 à 10
Petit courant et courant,	10 1/2 à 11
Bon courant	11 3/4 à 12

TABAC—Nous n'avons encore à signaler aucune opération pour cet article pendant ces trois derniers jours d'affaires. Les raisons que nous avons assignées à cet état de choses existent encore. Cependant tout semble indiquer que les acheteurs entreront sur le marché et nous croyons que dans notre prochain rapport nous serons à même de signaler quelques opérations un peu importantes. 1834, qu'il soit connu, et toutes personnes intéressées sont par ces présentes sommées au nom de l'Etat de la Louisiane et de celui du pouvoir District judiciaire, qui pourraient avoir droit à la dite succession, d'en comparaître, en conséquence d'un défaut de forme dans l'ordonnance, le cinq du mois de mars, en vertu duquel le jugement définitif sera rendu, ainsi que dans toute la suite de la procédure, et il sera procédé à la vente publique des effets, pour le prix en être distribué suivant la loi.

Donné sous mon seing, ce vingt-huit Janvier 1841.

J. BARDWELL, Juge.

Pour copie conforme,
Le Greffier, L. DUPLESSIS.

ETAT DU COTON.

Stock en mains,	24,190	
Reçu pendant les 3 derniers jours	2,000	26,190
		6,418
Exporté pendant les 3 derniers jours	19,797	6,418
Do. Précédemment,	670,843	690,640
Stock en main,		667,722

Nous avons reçu, la goélette le Patriot Henry, capitaine Vellie de Liverpool, jusqu'au 29 décembre; elle apporte sous le pont de vaisseau ordinaire, soit d'une nature favorable, l'effet de nous faire espérer que la Nouvelle-Orléans, à l'égard de l'article de coton, sera bientôt approvisionnée, et que le reste pour le nord et les Antilles. Le marché s'est clos un jour d'hui avec une tendance à une nouvelle amélioration, la majorité des détenteurs sont très fermes pour les prix de 6 1/4 à 6 3/4.

WHISKEY—Le marché est excessivement calme et les ventes de whiskey rectifié se sont faites à 19 cts; quoique généralement les détenteurs refusent de vendre à 20 cts. Les arrivages continuent à être considérables et le stock s'accumule rapidement.

JAMBONS—Nous continuons à coter, en échappés de 9 à 10 sous, sans enveloppes 9 cents; pats côtes 7 cents, épaules 6 cents.

GRAISSE—Il y a de bonnes demandes pour l'exportation et plusieurs lots ont changé de mains depuis notre dernier. Nous cotons de 7 à 7 1/2 cents, qualités inférieures de 6 1/2 à 6 3/4 cents.

CAFE—Le marché est maintenant bien approvisionné de café Havane, il y a de bonnes demandes; le sert prime obtient de 11 3/4. Rio est aussi assez en faveur de 11 1/2 à 11 3/4.

SUCRE—Les traites bicoling convenant à raster de 9 1/2 à 10 1/4 de pointe, et la 1ère. raffinée. Pas de marché à-10 calme. New-York 6 1/2 ou de vue 3/4 p. 0/0 de prime; assez bien demandés. Checks à vue de 2 1/2 à 3 3/4.

FRET—Nous n'avons aucun changement à mentionner pour le fret et nous consignons nos cotes.

FRET.

Coton pour Liverpool	9 3/16 d
Do Havre,	1 1/2 a
Do do New York,	1/2 a 5/8
Do do Boston,	3/4 a
Tabac pour Liverpool,	60 s
Do do Londres directement,	60 s
Do do New York,	5 00 a 5 50
Do Boston,	5 50 a
Do do Philadelphie,	00 a 00

☞ Les personnes qui ont signé pour la FORMATION D'UNE COMPAGNIE pour le balayage de Berne, sont invitées à se réunir samedi prochain, le 6 février, à 7 heures du soir, chez Carondelet de Mr. Pitard, face au bassin, pour la nomination des officiers.

2 fev—3

TRESOR DE LA POITRINE.

Pate Pectorale de pour de raie, ou Regentalis,
Pharmacien à humiate à Paris.

DE toutes les préparations qui ont été conseillées dans les affections de poitrine, il n'en est aucune qui ait eu autant de succès que celle que nous annonçons et qui en ont fait un emploi journalier.

Cette pâte adoucit très promptement toutes les irritations de poitrine, facilite l'expectoration, elle calme instantanément les quintes de toux, fait disparaître en peu de jours quelconque, la rhumes, les catharres les plus rebelles et donne une force extraordinaire à son usage, en un mot, le médecin les plus distingués de Paris, après avoir constaté et reconnu ses excellentes propriétés l'ont journellement employé avec le plus grand succès et le plus efficace et le plus sur que l'on puisse employer dans toutes les affections de la poitrine et ses voies aériennes.

Le dépôt pour la Nouvelle Orléans, chez M. J. Tardou, rue Royale No. 39.

2 fev—3

BANQUE DU GAZ.

N le-Orléans, 2 février 1841.

L'ELECTION annuelle pour MM. du gaz du mois dernier, les personnes suivantes ont été choisies directeurs de cet institution pour l'année subséquente:

Thos. C. Magoffin.

J. Barelli,	G. Bedford,
M. Caruthers,	E. D. Hyde,
J. H. Caldwell,	H. Lozes,
J. Woodward,	E. Yarker,
Geo Urquhart,	B. Levy,

Et à la première réunion du bureau tenue ce court, Thos. C. Maghlin, a été eu Président à l'unanimité.

J. W. HOUSTON,
La daire.

BANQUE DE CARROLLTON.

AVIS—A une élection tenue aujourd'hui ce mois pour la quelle la compagnie Chasse d'Orléans de 1814 et 1815 ont reçu avec reconnaissance, et remercie de leur offre ses services au comité général pour le jour de la cérémonie aux Invalides.

Paris, ce 31 Janvier 1841.

Le Président,
Le Baron CHARLES DUPIN.

Le Secrétaire,
Le Baron DE BARANTE.

Pour copie conforme,
L. EYMA.

Conformément aux résolutions adoptées par le comité des finances, MM. les membres de ce comité, dont les noms sont indiqués ci-dessus, sont porteurs des listes de souscription, et les personnes qui désireront coopérer au succès de cette fête, sont priées de s'adresser à eux.

2 fev

☞ Nous mentionnons une vente de propriétés qui doit avoir lieu aujourd'hui par le ministère de MM Hewlett & Cohen et J. A. Beard, encanteurs. Ces propriétés sont situées dans les meilleures positions de la ville, et elles offrent les avantages